

L'entreprise malade des fonctionnaires

www.librairieharmattan.com
Harmattan1@wanadoo.fr

© L'Harmattan, 2005
ISBN : 2-7475-9282-0
EAN : 9782747592826

René HANS

L'entreprise malade des fonctionnaires

*Préface de Bernard Zimmern
(Président de l'IFRAP)*

L'Harmattan

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Könyvesbolt
Kossuth L. u 14-16
1053 Budapest

Espace L'Harmattan Kinshasa
Fac des Sc Sociales, Pol et
Adm . BP243, KIN XI
Université de Kinshasa - RDC

L'Harmattan Italia
Via Degli Artisti, 15
10124 Torino
ITALIE

L'Harmattan Burkina Faso
1200 logements villa 96
12B2260
Ouagadougou 12

SOMMAIRE

PRÉFACE

de Bernard Zimmern, *président de l'IFRAP*.....7

INTRODUCTION

Nos usines ferment : les délocalisations ont bon dos 11

PREMIÈRE PARTIE

L'entreprise, terrain de chasse pour l'Administration23

1. Passivement, les fonctionnaires tirent sur l'ambulance25
2. Un peu de respect, monsieur le percepteur...29
3. Le fisc, fossoyeur d'entreprises31
4. Le vrai-faux redressement de Philippe33
5. L'inspecteur est allé trop loin.....35
6. Quand l'administration fiscale conseille,
attachez vos ceintures !37
7. Une Bastille reste à prendre41
8. Contrôles fiscaux : édicter de nouvelles règles47
9. Le contribuable, une proie facile : exemples.....51
10. Trop de chasseurs, gibier en voie de disparition.....57

DEUXIÈME PARTIE

L'entreprise trahie par l'État.....59

1. Service public : peut mieux faire.....61
2. Où sont les touristes russes ?.....65
3. L'État : un créancier verni67

4. Abus et erreurs de la justice :	
des exemples, en veux-tu en voilà.....	69
5. Le bonheur d'être du bon côté de la barrière.....	73
6. TF1, 20 heures, le 10 juillet 2004 :	
employeurs criminels.....	77
7. Syndicats au pouvoir, même dans la police.....	79
8. Décourageons l'entrepreneur, arrêtons la fête.....	83
9. L'Administration en quête du formulaire.....	87
10. L'intercommunalité, nouvelle pompe à fric.....	89
11. Trop d'impôt tue l'impôt: petit historique.....	99
12. Les fonctionnaires en chiffres.....	101
13. Soyons réalistes: privatisons, même l'enseignement.....	107
14. Le « service » public.....	111
15. Déroulement d'un contrôle fiscal.....	113
16. La DGI au service d'elle-même.....	119

TROISIÈME PARTIE

Attractivité:

comment faire fuir les investisseurs étrangers	121
1. Les investissements étrangers en France	
ont chuté de moitié en un an.....	123
2. Dimitri, candide au pays des Droits de l'homme	125
3. République démocratique ou république bananière?	143
4. L'Europe fiscale a un train de retard.....	147
5. La police des frontières traque les clandestins	149
CONCLUSION.....	171

PRÉFACE

de Bernard Zimmern
*président de l'IFRAP*¹

Nul autre que René Hans ne pouvait écrire cet essai, on devrait dire cette toile surréaliste dont les petites touches sont autant d'histoires vécues et dont l'ensemble dresse de l'administration française un tableau dont il faut dire qu'il est malheureusement le reflet d'une réalité attristante.

Bien sûr, il y a des exceptions, il y a des dévouements remarquables, des fonctionnaires admirables, notamment dans les services de santé. Mais, quarante ans de budgets publics toujours en croissance, d'absence quasi totale de contrôle de cette dépense par les parlementaires qui votent ces budgets, une incapacité à créer des emplois et un chômage que renforcent les syndicats des services publics – à défendre bec et ongles leurs syndiqués et à toujours demander plus de moyens et moins d'obligations – ont fait de la fonction publique française une machine qui n'est plus que l'ombre de ce qu'elle était, qui, dans l'ensemble ne fonctionne plus que pour elle-même et prend en otage, pour satisfaire ses objectifs ou ses pulsions idéologiques, les quelques entrepreneurs et entreprenants qui n'ont pas encore compris, ou n'ont pas encore pu fuir vers des pays plus accueillants à ceux qui acceptent de prendre des risques pour créer de la richesse.

1. IFRAP : Institut Français pour la Recherche sur les Administrations Publiques
5, rue Cadet – 75009 PARIS – www.ifrap.org

La vertu des exemples cités par René provient de ce qu'il s'est situé à un point nodal de la société française, le plus riche humainement et sociologiquement, celui des PME (Petites et Moyennes Entreprises) et mieux, des TPE (Très Petites Entreprises).

René a certainement comme clients quelques très grosses entreprises ou peut-être même des agences publiques ; elles représentent plus de la moitié de l'économie française. Mais c'est dans cette moitié que presque personne ne prend de risque, qu'on vit sur l'acquis du passé. Ce n'est donc pas dans cette grosse moitié que se prépare l'avenir de notre pays.

Celui-ci se crée là où des aventuriers, des découvreurs partis à la recherche des nouvelles terres de demain, risquent chaque jour leur entreprise, leur fortune, leur vie familiale – ou ce qu'il en reste, après 16 heures de labeur journalier – et parfois même leur existence physique, à la poursuite d'un rêve, leur rêve.

Rêve de gagner de l'argent, de piloter une grosse cylindrée, d'aller dans les plus grands hôtels, ce que leur envie le petit fonctionnaire ? Même pas. Rêve de bâtir, de construire une communauté de collaborateurs qui sont heureux de venir chaque matin à leur travail et d'y rester jusqu'à minuit s'il le faut ; rêve de se dépasser pour enrichir une communauté et ses semblables.

Sam Walton, le fondateur de Walmart, la plus grande société mondiale de supermarchés, a circulé toute sa vie dans des voitures hors d'âge.

Les entrepreneurs que je connais ont rarement le temps de se faire faire des costumes sur mesure et ont horreur de dépenser de l'argent dans des produits ostentatoires, ils en ont trop besoin pour réussir leurs entreprises. Les entrepreneurs que je connais ne sont pas des magouilleurs et des tricheurs comme voudraient le croire les fonctionnaires qui les assassinent. Car on ne peut pas bâtir d'équipe de collaborateurs solide si l'on ne joue pas la transparence totale et si l'on commence à tricher avec les sentiments comme avec la loi.

Et parmi ces entrepreneurs, l'image de mon ami René Hans vient au tout premier plan ; il a de ces entreprenants non seulement

le dynamisme, le charisme, mais aussi la générosité et la passion de la générosité. Comment autrement, avec 1 300 clients, trouver encore le temps d'écrire un essai comme celui-ci ? C'est sans aucun doute dans ses échappées à vélo, sur les routes d'Alsace, qu'il trouve cette énergie débordante.

Chaque fois qu'un Français est soumis à un contrôle fiscal et qu'il se retrouve avec un redressement dont les montants sont ahurissants, idiots, il pense qu'il a été la victime d'une malchance, d'un accident, d'un inspecteur fou comme celui qui, dans une donation en nue-propriété à mon frère et moi-même, avait multiplié mes droits à payer par 10 (décision annulée par le Tribunal administratif) et oublié mon frère. Il ne comprend pas que cet accident n'est pas exceptionnel, mais une loi générale, car c'est le mécanisme même des promotions – mis d'ailleurs en place par Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances – des agents du fisc, combiné à l'absence totale de sanctions de leurs erreurs (le redressement est collecté par le Trésor public et lorsque les 10 ans de procès se seront terminés par une victoire du contribuable, l'agent qui aura fait le redressement sera loin et aura depuis longtemps tiré bénéfice de ce redressement aussi spectaculaire qu'infondé).

C'est le système qui pousse les agents à redresser le plus vite possible dans le temps le plus court possible, pour vaquer ensuite à d'autres occupations plus gratifiantes : une ferme, une fonction municipale, etc.

Il est extrêmement rare que l'Administration reconnaisse ses torts, ne serait-ce que parce que plusieurs inspecteurs des impôts ont pu mener campagne électorale et être élus députés. En vingt ans, nous n'avons connu qu'un aveu, mais combien important, celui de Thierry Bert, chef de l'Inspection des finances qui, devant la MEC, Mission d'Études et de Contrôle de l'Assemblée nationale, reconnaissait :

« D'un côté, vous avez des gens qui affichent des statistiques extraordinaires de contrôle fiscal, mais sans aucun recouvrement derrière. C'est la situation d'un département. En raison du secret professionnel, je ne peux pas préciser lequel, mais notre dernière

enquête a montré que la cellule d'un poste territorial de la DGI qui affichait les plus forts résultats de contrôle fiscal avait abouti à des recouvrements zéro. Zéro, rien ; pas un sou en trois ans ! »

Le pari que tente et gagne René Hans, c'est de montrer par la seule accumulation des "accidents" dont il a été le témoin direct, dans l'assistance de ses clients, qu'il ne s'agissait pas d'accidents, mais bien d'un processus systématique de destruction mené par l'Administration.

La richesse de l'expérience de René, c'est qu'il ne s'est pas limité à la seule administration chargée du contrôle fiscal, dont les méfaits sont de plus en plus connus, mais a montré que les mêmes causes produisant les mêmes effets, le mal s'est étendu aux douanes, à la police, à la Justice. Parce qu'il est professionnellement au contact journalier de ces "accidents", mais parce qu'il maîtrise par sa profession toutes les arcanes des multiples droits qui nous étreignent (civil, commercial, social, fiscal, environnement, européen, etc.) et parce qu'il est un "battant" qui n'a jamais cédé devant les pressions et le chantage, seul René Hans était capable de nous livrer un témoignage d'une telle richesse. Témoignage terrifiant.

Mais dont il faut espérer que, lu par les "bourreaux", il déclenchera une réaction nécessaire et fera comprendre à tous nos fonctionnaires que sans leur aide pour protéger nos entreprises et les encourager à se développer, à embaucher, à gagner de l'argent, à attirer même des étrangers, capitaux et main-d'œuvre, nous n'avons plus d'avenir collectif.

INTRODUCTION

Nos usines ferment : les délocalisations ont bon dos

La France est un pays de fonctionnaires. Elle pratique le culte de l'Administration, la manie de légiférer à tout propos, comme si incapable d'initiatives ou forcément suspect, le citoyen devait obéir en toutes choses à une raison d'État imposée d'en haut. À proclamer sans cesse que son système est supérieur aux autres, elle entretient une réputation d'arrogance.

CHRISTINE OCKRENT

L'entreprise malade

Chaque jour, je me trouve au chevet d'une entreprise défaillante. Le constat est accablant. Tous les efforts de productivité sont anéantis par une compétition accrue. Les prélèvements sociaux et fiscaux pèsent sur les coûts de production. Les salariés sont abasourdis, révoltés. Ils estiment avoir travaillé plus que jamais. Comment tant d'efforts, tant de labeur et tant de sacrifices peuvent-ils se solder par une perte financière aussi monstrueuse ? Un sentiment d'injustice et de révolte gronde en eux. Les chiffres sont clairement exposés : un plus un égale deux. Le verdict est net et l'arithmétique froide.

Les comptes sociaux mesureront en unités monétaires l'ampleur de leur échec. Il leur est bien difficile de visualiser cette réalité. Si le cinéaste, avec talent, sait mettre un scénario en scène, le salarié restera sceptique à l'énoncé des chiffres. Ce n'est pas son univers. Personne, jusque-là, ne l'a sensibilisé à la gestion d'une entreprise. L'incompréhension accroît sa douleur et elle le prive de la faculté de trouver une solution. Le patron devient alors un

coupable idéal. Lui, le “sachant”, a été incapable d’apporter une réponse concrète au mal qui terrasse l’entreprise, tel un cancer. Voyant son employeur ainsi affecté par la maladie, l’ouvrier abandonné, touché dans sa chair et dans sa dignité, implorera le monde politique encore plus impuissant et pourtant coupable.

Depuis trente ans, l’État vit au-dessus de ses moyens

Trente années de déficits budgétaires, à tous les niveaux : État – Régions – Départements, etc. Malgré l’augmentation irresponsable des taux d’imposition, l’endettement croît d’année en année, pour atteindre des seuils astronomiques. Au niveau de l’État, la barre gigantesque des mille milliards d’euros est franchie. Pour lever plus d’impôts, il suffira de créer des regroupements de communes ou autres superstructures qui permettront d’engranger la manne auprès d’administrés qui ne sont pas vos électeurs. Les plus exposés trinquent. La pauvreté les guette. Les chiffres sont alarmants : 8 % des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Seule la réduction de la dépense publique pourra enrayer cette cruelle dérive. Nos élus en ont conscience et pourtant, aucun ne s’attaquera au mal. Ils préféreront assurer leur avenir politique, plutôt que de se discréditer par un discours de vérité risquant de désespérer un électorat crédule. À tous les échelons de notre société, les complicités sont patentées.

Les médias participent à l’anesthésie des électeurs. Seule la démagogie est louée ; tout discours de vérité est taxé de libéral, un qualificatif diabolisé.

Si nous continuons à ce rythme, dans moins de dix ans, l’État ne pourra plus assurer le financement des salaires de ses fonctionnaires. En ce qui concerne les retraites, les caisses seront vidées bien avant. Faudra-t-il vraiment que nous touchions le fond pour que la France se réveille ?

Les ouvrières en pleurs

Qui peut rester insensible à ces ouvrières en pleurs aux portes d'une usine qui ferme ? Elles travaillent depuis toujours dans la même entreprise. C'est avec soin et dignité qu'elles accomplissent des tâches répétitives, ingrates et pénibles.

Inquiètes, elles se rebellent :

- « Jamais un jour d'absence et un travail distingué par des témoignages de satisfaction.
- En dépit de nos modestes salaires, 1 179 euros par mois, pour un travail en 5 x 7 avec des nuits, on coûte trop cher !
 - Malgré la pénibilité du travail, nous sommes attachées à notre entreprise, car nous lui avons donné une âme.
 - Qu'allons nous devenir ? On sait très bien qu'à notre âge, nous ne pouvons qu'allonger la longue liste des chômeurs. »

Le code du travail qui devait les protéger est le plus complexe au monde. À force de vouloir trop protéger, il décourage l'embauche.

La France d'en bas souffre

Entre 2003 et 2004, rien qu'en Alsace, la liste des fermetures est longue :

<i>ENTREPRISES</i>	<i>Production</i>	<i>Site</i>	<i>Licenciements</i>
EMTEC	Usine de cassettes vidéo	Obenheim	107
AGINTIS	Tuyauterie industrielle	Wittelsheim	51
VEYHL	Composants métalliques pour bureaux	Bischwiller	42

MANURHIN K'MX	Fabricant de machines à décolleter	Mulhouse	42
NUFARM	Chimie	Mulhouse	30
ALSAVET	Textile	Bischwiller	173
CDT	Textile	Wesserling	133
FPA	Fonderie	Tagolsheim	126
MILUPA	Alimentation pour enfants	Colmar	117
MR-PRODUCTION	Usinage	Mulhouse	75
EUROPE COSMETIQUE, etc.	Cosmétiques	Soultz	177

Eh oui ! c'est la France qui travaille dur, celle qui se lève tôt et qui finit tard, pour l'équivalent d'un SMIC. Les laborieux, aux fins de mois difficiles, qui connaissent la valeur du billet de 10 euros et qui savent ce que le mot économie veut dire, sont les premiers touchés.

Difficile, lorsque l'État dépensier ignore le même effort d'économie et demande encore plus. La France laborieuse est fatiguée d'avoir à remplir le panier percé des dépenses publiques. Le nombre de ménages surendettés ne cesse de croître. Selon les statistiques de la Banque de France, 70 779 dossiers ont été déposés entre janvier et avril 2004, contre 57 714 sur la même période en 2003. Soit une augmentation de 23 %.

Comment expliquer à un salarié du privé travaillant en continu, aux cadences sous contrôle permanent, qu'il coûte trop cher et que la concurrence des pays en voie de développement sera fatale à son poste de travail ? Il touche 1 100 euros par mois et son employeur en verse autant aux caisses sociales. Le travail est surtaxé. Ce sont les rémunérations les plus faibles qui sont les plus concurrencées. Les délocalisations ont bon dos. Elles sont à l'économie ce que la fièvre est à la maladie. Un symptôme, pas une cause.

Salaires et charges sociales sont une composante des prix de revient. Les prélèvements sociaux et fiscaux ont dépassé les

seuils du tolérable. La France est championne du monde, en ce qui concerne la taxation du travail. La gestion désastreuse de nos gouvernants est la cause majeure de la non-compétitivité de nos entreprises et, par conséquent, de leur déclin.

Faut-il ajouter à cela le poids d'une réglementation inadaptée et dépassée qui pousse les entreprises étrangères à investir ailleurs ?

Lorsque le revenu net du consommateur ne permet plus d'acheter la production surtaxée de son concitoyen, il n'y a plus de marché pour nos produits. Ce phénomène touche la quasi-totalité des secteurs de notre économie.

Les marges s'amenuisent d'année en année. Nos politiques, sans vergogne, votent de nouvelles hausses des taux d'imposition et les maigres profits se transforment en pertes. Pour survivre, il faudra réduire les coûts et produire avec une main-d'œuvre encore meilleur marché, pour faire face à la concurrence mondiale.

La « gauche caviar » résiste

Dans ce contexte déjà fragilisé, la « gauche caviar » prône la réduction du temps de travail. Elle considère l'emploi comme une denrée rare à partager. Le surcoût lié aux 35 heures sonnera le glas des PME à faible valeur ajoutée, employant justement une main-d'œuvre souvent peu qualifiée. De nombreux secteurs seront ainsi sacrifiés (électronique, câblage, assemblage, usinage).

Martine Aubry a voulu... Ses collègues députés socialistes l'ont suivie. Leur nom s'inscrira dans l'histoire comme celui de leurs ancêtres du Front populaire. Les temps ont changé. Les mêmes causes ne produisent plus les mêmes effets. Diminuer la durée du travail en pleine ouverture des marchés mondiaux : le moment était très mal choisi. Les résultats en termes d'emplois créés sont insignifiants et globalement le chômage atteindra des records historiques. En voulant "partager" le travail, on a contraint les travailleurs à travailler encore plus, en gagnant moins. Un désastre économique et social sera la conséquence irréparable de ce manque de vision à long terme et de cette obstination

aveugle. Le naufrage de notre économie mènera au désastre la classe ouvrière, électorat historique des partis de gauche. Malheureusement, les élus du peuple sont majoritairement issus de la fonction publique, nouvelle noblesse protégée et à l'abri du chômage. Elle s'étonne de voir les couches laborieuses se tourner vers le Front national et, du haut de ses discours d'intellectuel de salon, traite les révoltés de déviants.

Et Le Pen devance Jospin

Nos élus socialistes ne s'interrogent même pas sur leur responsabilité dans le vote sanction des Français. Ils sont bien trop loin de la réalité quotidienne de ceux qu'ils prétendent représenter et défendre. Les travailleurs, qui ne sont pas dupes, ont compris que le programme économique du Front national était inapplicable. Ils ne sont pas plus racistes que leurs compatriotes... Ils n'ont malheureusement plus qu'un moyen de se faire entendre. Le résultat des urnes annoncera le verdict.

Où, les classes laborieuses, si souvent oubliées ou mises à l'index, vont justement utiliser le vote, leur dernier moyen d'expression, pour délivrer un "carton rouge" aux technocrates protégés qui ne défendent que leurs propres intérêts, sous le faux prétexte de servir la Nation.

Allez à la pause casse-croûte dans les usines et écoutez. Lancez une provocation et le discours du dépit, de l'incompréhension et du désespoir alimentera les conversations. Et face à ce monde du travail, que voit-on trop souvent ?

- le voisin au chômage, père de famille nombreuse, a une situation financière bien meilleure que celle de Pierre, de Roger et de Robert qui travaillent péniblement;
- certains jeunes de banlieue, bénéficiaires d'indemnités de chômage et délinquants notoires, affichent leur "réussite sociale" en circulant en toute impunité à bord de voitures puissantes et rutilantes.

Pour les médias aussi, la pensée unique est à gauche

Dimanche 12 septembre 2004 sur TF1, l'émission « De sept à huit » diffuse un reportage sur la filiale française d'un groupe allemand fabriquant des jantes pour véhicules automobiles. Elle n'est plus rentable. La direction du groupe décide de délocaliser en Pologne et de déposer le bilan. Les machines seront transférées. Un cadre soupçonnant la manœuvre alerte les salariés. On fouille dans les poubelles où des notes de la direction exposant la stratégie du groupe font surface :

- départ des machines ;
- appauvrissement de la société française ;
- dépôt de bilan et liquidation pour éviter le paiement des plans sociaux.

Les salariés français vont manifester en Allemagne où l'activité est maintenue, dans le but de mettre leurs collègues en garde. Le même scénario les attend.

Retour en France. Le directeur de l'usine et le patron allemand sont emmenés par la police, comme des criminels, sous les huées des salariés. Huit heures au poste de police. L'avocat des salariés prédit la prison ferme.

Comme le vent d'automne fait tomber les feuilles mortes, les déficits vont faire chuter les emplois. La production n'est plus rentable, tout simplement parce que le coût de revient constitué du coût de production (matières premières, salaires, charges sociales, charges de structures...) et du coût de distribution devient supérieur au prix de vente sur le marché.

Donnant le mauvais exemple, l'État a pu survivre malgré ses déficits chroniques. L'entreprise privée n'ayant pas la crédibilité que les banques accordent aux financiers publics, ne survivra pas longtemps.

Au début l'entreprise déficitaire puisera dans ses réserves, ensuite elle fera patienter les fournisseurs, l'État (TVA), les caisses sociales. Ces ressources épuisées, elle sera condamnée à mourir et entraînera avec elle ses créanciers les plus fragiles. 30 % des dépôts de bilan ont pour origine une créance impayée. La spirale meurtrière est infernale.

Ces principes élémentaires, qu'un enfant de 6 ans est en mesure de comprendre, ne sont à aucun moment abordés au cours du reportage télévisé. Le jugement hâtif « PATRONS, PROFITEURS, VOYOUS », constitue le seul raisonnement.

On veut nous faire croire que les riches, les propriétaires, les actionnaires vont délocaliser pour gagner plus. Mais on oublie que la fermeture d'une usine constitue, bien souvent, une perte sèche (l'intégralité de l'outil de travail n'est pas transférable). On ne s'interroge pas sur la raison de l'absence de rentabilité.

Il paraît normal de mettre en prison les cadres dirigeants. Par contre, on se garde bien de faire allusion aux véritables responsables, qui fixent et modifient les règles du jeu économique sans en mesurer les conséquences et uniquement pour faire face à leur propre incapacité de gérer la dépense publique.

En votant les 35 heures, nos députés ont modifié les conditions d'exploitation des entreprises aux prises avec la concurrence internationale. Comment ne pas évoquer la responsabilité de nos hommes politiques dans le désastre national des fermetures d'usines industrielles. Nos parlementaires ont-ils seulement conscience des conséquences de leurs choix ? Fatalement non, ils défilent pour les 35 heures et l'emploi ; les moutons se mêleraient-ils aux loups ?

Les médias, silencieux ou chantres de leurs théories, sont leurs complices privilégiés. Dans l'affaire citée plus haut, plutôt que de procéder à une analyse approfondie et objective qui permettrait au téléspectateur d'appréhender le mécanisme inéluctable qui conduit à la fermeture de l'entreprise, TF1 passe rapidement au sujet suivant et oh combien plus intéressant : l'infidélité de Jean-Michel Jarre.

Les délocalisations : une chimère ?

La mondialisation de l'économie constitue une évolution naturelle qu'aucun gouvernement ne pourra contrecarrer. Toute transition est difficile à vivre, tout changement fait peur. À nous de réagir, en démontrant notre capacité d'adaptation. Ce n'est